



Independent observer
of the Global Fund

AIDSPAN ET SES PARTENAIRES RENFORCENT LA CAPACITÉ DE TROIS INSTITUTIONS SUPÉRIEURES DE CONTRÔLE À AUDITER LES SUBVENTIONS DU FONDS MONDIAL.

Récemment, Aidspan a organisé une série d'ateliers pour renforcer la capacité des institutions supérieures de contrôle (ISC) de trois pays d'Afrique subsaharienne à vérifier les subventions du Fonds mondial. Les ISC sont des institutions publiques ayant pour mandat constitutionnel de contrôler l'utilisation des ressources publiques. Dans la plupart des pays anglophones, elles sont connues sous le nom de Bureau de l'Auditeur général. Ces trois ateliers ont été organisés pour le Bureau de l'Auditeur général du Lesotho du 7 au 9 juin, le Bureau de l'Auditeur général fédéral (OFAG) d'Ethiopie et la Corporation des services d'audit (ASC) du 14 au 16 juin, et le Bureau de l'Auditeur général de Namibie du 21 au 23 juin 2021. Cela fait partie de la deuxième phase d'un projet intitulé "renforcer la capacité des institutions supérieures de contrôle à réaliser des audits des subventions du Fonds mondial dans les pays d'Afrique subsaharienne". Deux autres ateliers se déroulent actuellement pour les ISC du Nigeria et de l'Afrique du Sud.

Aidspan et ses partenaires ont mis en œuvre la première phase du projet en 2018-2020, financée par l'initiative BACKUP de la GIZ, qui couvrait le renforcement des capacités en matière d'audit des subventions du Fonds mondial pour huit ISC du Burkina Faso, du Ghana, du Liberia, du Kenya, du Malawi, du Rwanda, de la Sierra Leone et du Togo.

Le projet répond à une lacune identifiée dans une étude d'Aidspan de 2018 soutenue par GIZ BACKUP, qui a révélé que seules huit ISC des pays anglophones (qui sont depuis passées à dix) audient les subventions du Fonds mondial en Afrique subsaharienne. En outre, ces ISC réalisent des audits purement financiers et ne s'intéressent pas aux composantes programmatiques. Dans le reste des pays,

les bénéficiaires principaux (PR) gouvernementaux, en consultation avec le Secrétariat du Fonds mondial, engage des entreprises du secteur privé utilisant les ressources des subventions pour auditer les subventions du Fonds mondial. Cependant, il est préférable de faire appel aux ISC nationales pour réaliser les audits afin de renforcer les capacités du pays. En outre, cela renforce l'appropriation par le pays, car les ISC présentent leurs conclusions d'audit en public, par exemple aux parlements dans les pays anglophones et au pouvoir judiciaire dans les pays francophones. Les ISC ont généralement une meilleure compréhension du contexte national et sont également mieux placées pour assurer le suivi de la mise en œuvre des recommandations d'audit.

L'objectif principal du projet est conforme à la mission d'Aidspan, qui consiste à accroître la transparence et la responsabilité des subventions du Fonds mondial au niveau national. Les partenaires du projet comprennent le Secrétariat du Fonds mondial, le Bureau de l'Inspecteur général (OIG), l'Organisation africaine des institutions supérieures de contrôle des finances publiques anglophones (AFROSAI-E), les Instances de coordination nationale (CCM) et les bénéficiaires principaux (PR) des subventions du Fonds mondial.

Les ISC apprennent à réaliser des audits financiers et programmatiques des subventions du Fonds mondial.

Au cours des ateliers de trois jours, Aidspan et ses partenaires ont expliqué le rôle du Fonds mondial et son mode de fonctionnement. Cela a permis aux ISC de mieux comprendre les structures, les processus, les exigences et les documents relatifs aux subventions du Fonds mondial. Les ISC ont été initiées au financement basé sur la performance, le modèle de financement du Fonds mondial, dans lequel un projet financé doit démontrer des résultats efficaces et limités dans le temps pour recevoir la tranche de financement suivante. Nos formateurs ont montré aux ISC comment réaliser un audit financier. Cela comprend l'identification des risques et le développement d'un plan d'audit, ce qui implique la nomination d'une équipe d'audit, l'identification des principaux documents de subventions comme base de l'audit, l'examen des rapports pour guider l'évaluation préliminaire des risques, et la détermination du budget d'audit et des sources d'information.

Outre les contrôles financiers, les ISC ont été initiées au concept de contrôle programmatique qui vérifie si les ressources humaines, les processus et les systèmes en place sont adéquats pour soutenir l'atteinte des résultats programmatiques formulés dans les engagements contractuels de la subvention. Les ISC ont appris qu'il était important de ne pas se limiter aux audits purement financiers, car les finances sont un moyen de parvenir à une fin, tandis que les résultats programmatiques sont la finalité. Tout comme pour les audits financiers, les formateurs ont expliqué aux ISC les risques généraux, y compris comment déterminer le bon moment pour effectuer un audit programmatique et comment relier la gestion des finances, des achats et de la chaîne d'approvisionnement à la performance programmatique. Les formateurs ont abordé les principaux domaines à prendre en compte lors de la réalisation d'un audit programmatique. Il s'agit notamment de l'achat et de la distribution des produits de santé, de l'état des stocks qui affecte la prestation de services et la conformité aux directives, des besoins en ressources humaines pour la prestation de services, des opérations au niveau de la prestation de services, des interventions communautaires, de la supervision, des systèmes de suivi et d'évaluation, et de l'utilisation des données. Il a été conseillé aux ISC de faire appel à des spécialistes dans ces domaines, tels que des experts en santé publique, des spécialistes de la gestion de l'approvisionnement des produits de santé, des métresseurs et des ingénieurs, des experts en sécurité informatique et des experts juridiques, qui sont tous susceptibles de participer à la réalisation d'un audit programmatique.

Presque tous les ateliers de la deuxième phase se sont déroulés virtuellement en raison de la pandémie de COVID-19

La pandémie a obligé les gens à adopter de nouveaux modes de fonctionnement, et il n'en va pas

autrement pour le projet SAI. En raison des mesures de confinement du COVID-19, il n'y a pas eu de déplacements internationaux au cours de la deuxième phase du projet, contrairement à la première phase où les formateurs et les partenaires d'Aidspan se sont rendus dans les pays pour déployer les ateliers. Ainsi, la deuxième phase a nécessité moins de logistique, car les formateurs et les partenaires ont participé virtuellement. Les trois ateliers se sont déroulés presque entièrement par le biais de webinaires, avec quelques différences en fonction de la situation de la COVID-19 dans chaque pays. En Éthiopie et au Lesotho, les participants à l'atelier se sont réunis dans une même salle et seuls quelques-uns ont suivi les débats virtuellement. En Namibie, en revanche, suite à l'augmentation du nombre de cas de COVID-19 et aux nouvelles règles gouvernementales réduisant le nombre de personnes autorisées à se réunir en public et pour une durée maximale de deux heures, l'ensemble de l'atelier a dû se tenir virtuellement. Bien entendu, il va sans dire que les ISC auraient préféré assister à des ateliers où les animateurs et les participants étaient physiquement présents.

Les ateliers de la deuxième phase ont été raccourcis par rapport à ceux de la première. En effet, au cours de la première phase du projet, une journée supplémentaire a été ajoutée pour permettre aux ISC de visiter un établissement de santé afin d'apprendre, d'un point de vue pratique, comment réaliser un audit programmatique et de discuter de leurs conclusions avec le personnel de l'établissement de santé. Malheureusement, en raison de la COVID-19, cela n'a pas été possible au cours de la deuxième phase.

Les leçons apprises de la deuxième phase

Un atelier virtuel permet un plus grand nombre de participants, à condition que les animateurs soient en mesure d'accorder suffisamment d'attention à chacun. Ils sont également moins coûteux car ils nécessitent moins de logistique par rapport à un atelier où tout le monde est physiquement présent. Toutefois, les ateliers virtuels nécessitent un investissement important dans l'infrastructure de téléconférence, notamment une bande passante Internet suffisante pour permettre la participation en ligne des personnes. Certains participants ont abandonné l'atelier en raison d'une mauvaise connectivité internet. Pour s'assurer que personne n'était laissé pour compte, Aidspan a partagé les enregistrements de l'atelier à la fin de la journée pour que les participants puissent rattraper les points qu'ils avaient manqués. Néanmoins, il n'est pas facile pour un animateur de vérifier que les participants suivent correctement les sessions et ce type de formation nécessite donc des animateurs très bien formés à l'outil virtuel.

Résultats escomptés

Suite aux ateliers, l'ISC de Namibie – qui n'a jusqu'à présent contrôlé aucune subvention du Fonds mondial gérée par les PR d'État – se prépare à commencer à contrôler les subventions cette année. Quant aux ISC d'Éthiopie et du Lesotho, qui effectuent déjà des audits financiers des subventions du Fonds mondial, Aidspan et ses partenaires s'attendent à ce que ces audits soient mieux réalisés et les ISC ont également promis d'inclure certains aspects de l'audit programmatique. Les résultats à court terme, à savoir si le renforcement des capacités a permis d'améliorer les fonctions d'audit, seront mieux connus après que les ISC auront réalisé les audits des subventions du Fonds mondial de cette année. Nous espérons que la transparence et la responsabilité seront améliorées dans ces trois pays.

Un besoin de renforcer les capacités d'un plus grand nombre d'ISC et de fournir un soutien technique à celles déjà formées

Aidspan a hâte de renforcer la capacité d'un plus grand nombre d'ISC, en particulier celles des pays francophones. Cependant, outre le renforcement des capacités, les ISC ont également besoin d'un soutien lors de la planification, de l'exécution et de la rédaction des rapports d'audit. Certaines des ISC formées au cours de la première et de la deuxième phase demandent déjà ce type de soutien technique. Cependant, en raison de contraintes financières, Aidspan n'est en mesure d'offrir ce soutien qu'à un petit nombre d'entre elles. Il serait formidable d'avoir plus de partenaires à bord pour contribuer au

renforcement des capacités nationales.

[Read More](#)
